

France Culture (15/12/04)

« Travaux publics », émission de Jean Lebrun

Les mécanismes du pouvoir à Paris : Les Halles, de la consultation à la décision

Quelques heures après l'annonce, ce matin, par Bertrand Delanoë, du choix du projet de réaménagement des Halles proposé par l'architecte français, le maire de la ville de Paris a choisi un projet qu'il juge "le plus intelligent et réaliste". David Mangin sera, en fait, nommé coordonnateur du chantier qui s'inspirera essentiellement de son projet mais orchestrera un concours particulier pour le réaménagement du forum.

Pour parler du fonctionnement et des mécanismes du pouvoir à Paris et du choix annoncé, ce matin, Jean Lebrun accueille un trio de spécialistes, l'ethnologue **Marc Augé**, directeur d'études à l'EHESS, le journaliste **Philippe Meyer**, par ailleurs habitant du quartier des Halles et la sociologue **Jodelle Zetlaoui-Léger**, urbaniste, maître de conférences à l'Institut d'Urbanisme de Paris.

Ils réagiront, entre autres, aux interviews de l'architecte Rem Koolhaas et des membres du collectif pour la rénovation des Halles, ainsi qu'aux ambiances recueillies lors d'une rencontre de l'EHESS avec le néerlandais Koolhaas et, ce matin, à la conférence de presse de Bertrand Delanoë.

Une émission fabriquée par Vincent Lemerre, Jean-Christophe Francis & Véronique Samouiloff.

Jean Lebrun : Nous allons parler du débat des Halles. Après donc la réunion de la commission d'appel d'offres à l'Hôtel de ville aujourd'hui, Bertrand Delanoë a annoncé que David Mangin était retenu pour définir les perspectives urbanistiques d'aménagement du quartier des Halles. Un concours international d'architecture aura lieu sur l'aménagement du Carreau, donc le débat n'est pas vidé, mais ce soir nous voudrions déjà tirer des leçons, d'abord, sur les questions de la concertation, de la démocratie locale. Alors on sait que la concertation et la transparence sont à l'ordre du jour, à tous les niveaux, avant les grands débats, ou bien simplement à propos des menues questions quotidiennes. Nous sommes dans le 5^{ème}, voici un extrait d'un compte-rendu de mandat de Bertrand Delanoë devant les habitants du quartier

[Enregistrement de diverses questions d'habitants du 5^{ème} lors du dernier compte rendu de mandat du Maire de Paris].

Jean Lebrun : Alors ça c'est un compte rendu de mandat, il y a aussi des réunions de conseil de quartier, c'est un autre type de concertation qui avait été utilisé pour les Halles, mais on va sans cesse, dans cette émission, basculer j'imagine entre le provincialisme et les enjeux mondiaux et métropolitains. Je crains que Philippe Meyer, bien connu de nos auditeurs, incarne peut-être l'esprit provincial, ce soir, non pas en tant qu'aveyronnais mais en tant que riverain des Halles.

Philippe Meyer : Je suis riverain des Halles et je suis de la race des Parisiens qui ne tient pas spécialement à la verdure, qui n'est pas très étonnée qu'il y ait du bruit en ville, qui n'est pas très étonnée qu'il faille sans cesse faire des compromis pour pouvoir vivre à peu près ensemble dans cet endroit si extraordinaire qu'est Paris, où l'homme et à peu près à l'abri de son ennemi naturel qu'est le voisin.

Jean Lebrun : Donc il est du village – il y a 7.900 individus comme Philippe Meyer, enfin si quelqu'un peut être comparé parmi les habitants des Halles à Philippe Meyer – mais tenant aussi de *Paris la Grande*. Provincialisme, villagisme – j'invente le mot –, globalisation... Marc Augé, lui aussi, est dans cette dialectique, parce que vous êtes un peu tout, un ethnologue du métro, un flâneur des centres commerciaux et puis quelqu'un qui regarde toujours l'autre dans cet endroit, les Halles, où les autres croisent les uns sans les reconnaître.

Marc Augé : Aux Halles, je suis un promeneur d'occasion, je ne suis pas un riverain, je le regrette peut-être, d'ailleurs, et c'est vrai que ce qui se passe aux Halles c'est quand même le nombre incroyable de gens qui y passent, alors ils passent dessous ou ils passent à côté et sur les bords, mais c'est un lieu qu'on peut difficilement résumer à un arrondissement, et c'est peut-être ça qui crée problème, justement : qui va-t-on consulter, pour qui va-t-on construire ? Est-ce pour ceux qui habitent ? Non, c'est sans doute beaucoup plus vaste, c'est un plus vaste problème.

Jean Lebrun : Philippe Meyer, je vous ai présenté comme villageois, je reviens sur votre autre tâche hebdomadaire, avant ou après la messe du dimanche, c'est la présentation de « L'esprit public ». En général, vous faites un chapeau parfaitement neutre où vous donnez quelques chiffres et quelques éléments précis, alors sans avoir préparé, mais vous êtes un génie de l'improvisation, alors deux trois chiffres, il y a 800.000 personnes qui passent dans le rendez-vous ferroviaire souterrain des Halles, et puis ?

Philippe Meyer : On nous dit qu'il y a 41 millions de gens qui visiteraient le Forum des Halles, mais je voudrais bien savoir ce que c'est que ces chiffres-là, c'est un peu, vous savez, quand on vous dit que tel journal a tant de lecteurs ; les acheteurs, ça on sait, parce que ça peut se vérifier ; les lecteurs, on le sait parce qu'on fait des sondages où on demande aux gens, avez-vous lu ou feuilleté ? Alors feuilleter et lire ce n'est pas la même chose, on ne peut pas dire qu'un journal a un lecteur s'il a été feuilleté. Là on nous assomme avec un certain nombre de chiffres c'est d'ailleurs une grande spécialité de la société qui est propriétaire, enfin qui gère le Forum des Halles, avec laquelle le précédent maire a signé un bail qui lui permet de rester dans les lieux jusqu'en 2055, sans doute par un accès de philanthropie, ce qui veut dire que le projet des Halles, tel qu'il a pu être discuté, était de toute façon déjà obéré par l'impossibilité de toucher l'actuel centre commercial et ses chiffres mirifiques, qui sont partiellement exacts, ou peut-être même totalement exacts, simplement on ne sait pas ce que ça veut dire.

Jean Lebrun : Bon alors j'arrête là, on ne citera plus de chiffres, sauf peut-être quand on parlera du mystère du financement de l'opération à venir, d'ailleurs, Philippe Meyer, il y a peut-être cinquante auditeurs à El Sur, il y a peut-être au moins cinq mille personnes qui ont feuilleté le site France Culture Internet pendant l'instant où vous parliez. Premier chapitre, la concertation, je crois qu'un des slogans de Bertrand Delanoë, c'est « *concerter à Paris* ». L'éminent symphoniste qu'est Philippe Meyer dira que la formule est belle. Spécialiste de la concertation, à vos côtés, Jodelle Zetlaoui-Léger. Vous êtes membre de l'équipe historique de l'Institut d'urbanisme de Paris, qui est donc logé à Créteil, c'est normal qu'il y ait des Franciliens dans ce débat et que ne soient pas seulement consultés les Parisiens et pas seulement, parmi les Parisiens, les villageois des Halles. Alors je vais vous faire faire la même tâche qu'à Philippe Meyer, quelques précisions, non pas sur les chiffres, mais sur les mots : démocratie participative, coproduction de biens publics, démarches participatives, vous pouvez un peu qualifier tout cela, clarifier tout cela ?

Jodelle Zetaloui-Léger : Depuis un certain nombre d'années, des chercheurs, mais aussi des associations, des habitants, ont essayé de clarifier un peu leur niveau d'intervention dans les opérations, dans les projets urbains, et on sait depuis une trentaine d'années, voire plus, qu'il y a différents niveaux qui vont de l'information à l'autogestion, alors je dirais aussi que les élus ne sont pas toujours très à l'aise, ou les techniciens, avec les rapports entre les mots qu'ils utilisent et les pratiques qu'ils mettent en œuvre. L'information, c'est donner de l'information, mais souvent on confond un peu avec la communication, qui est une information plus orientée, qui est plus de l'ordre de la justification, parfois idéologique. Et puis on a la consultation, qui consiste à demander des avis aux personnes, mais sans être obligé de les suivre, et souvent une fois que le projet est plus avancé. Puis la concertation, qui consiste à travailler avec des groupes d'individus, désignés pour leur caractère représentatif, et cette concertation peut donner lieu à de la coproduction, de la co-décision, lorsque les personnes avec lesquelles on travaille co-élaborent le projet, ou bien co-décident le projet. Et donc là on est à des niveaux un peu plus forts. La participation, c'est lorsque véritablement n'importe qui peut être associé à un processus et partager soit l'élaboration du projet, soit la décision par rapport à e projet ; je dois dire que souvent, il y a des grosses confusions entre consultation et concertation, et on pourrait parler, dans le cas des Halles, des glissements qu'il a pu y avoir entre les pratiques et les effets d'annonce.

Philippe Meyer : Petite anecdote parisienne et vécue ; comme beaucoup de Parisiens, je vais faire mes provisions de bouche dans différents endroits selon que j'ai trouvé un fournisseur qui me plaît...

Jean Lebrun : Ah c'est vrai que le problème numéro un, c'est en effet les commerces de bouche, aux Halles.

Philippe Meyer : Et donc c'est à côté de la Mairie du 3^{ème} que je vais chercher les fruits et les légumes. Comme vous savez, rue de Bretagne, on a élargi considérablement les trottoirs, et la dame qui tient la boutique où je vais acheter les fruits et légumes se plaignait beaucoup de ce que cet élargissement des deux trottoirs faisait que les voitures allaient s'embouteiller, ce qui a l'air d'être en effet le cas, et qu'elle allait sûrement perdre des clients et que ça allait changer l'atmosphère de la rue. Alors moi, pour essayer de lui remonter le moral, je lui dis, « *Ecoutez, peut-être parlez-en au maire du 3^{ème}, qui vient souvent par là, il y a peut-être encore moyen de faire quelque chose* », et elle m'a répondu, « *Ah non, Monsieur, c'est plus possible, on a été concertés !* »

Jean Lebrun : On va élargir le débat et entendre le grand absent, que Bertrand Delanoë n'a pas désigné, mais peut-être dans un deuxième temps, au moment du concours d'architecture du Carreau des Halles, aura-t-il envie de revenir : l'architecte néerlandais Rem Koolhaas.

Extrait d'une interview de Rem Koolhaas :

Le journaliste : *Dans cette initiative, la Mairie de Paris a tenté peut-être pour la première fois à grande échelle un processus de concertation, vous le vivez comment ? comme un frein ?*

Rem Koolhaas : *Je l'ai vécu comme un processus très vif, et passionnant, qui comme toutes les passions a souffert du prolongement. Parce que la passion, forcément, est quelque chose qui n'est pas très compatible avec une durée comme ça. Et je pense que ce prolongement a permis toute une série de raisonnements complexes, politiques, etc., donc je pense que ce qu'il y a avait au début, c'était une espèce de momentum, une énergie, et une espèce de vague d'intérêt, qui était peut-être un peu naïve et spontanée, mais qui dans la durée, vraiment, est*

devenue une espèce d'oppression typiquement politique d'aujourd'hui, et ça c'est peut-être un peu dommage.

Jean Lebrun : Alors Rem Koolhaas veut dire qu'au bout d'un moment, après la fameuse exposition, la rédaction de dix mille billets par les Parisiens, la pression de la société de fait propriétaire jusqu'en 2055 et de ses différentes expressions, j'ai nommé Unibail, Espace Expansion, a été de plus en plus forte, d'autant qu'elle faisait alliance, cette société propriétaire, peut-être, avec telle ou telle association. Certains dans la salle vont reconnaître la voix de l'animateur de l'une d'elles.

Extrait de la conférence de presse du Collectif Rénovation des Halles le 24/11/04 :

Julien Pauchet : *Dans ce que la SEM appelle concertation, il y a la fois des actions qui sont de la pure communication, des actions qui sont de la consultation sans aucune valeur scientifique, des actions qui sont du travail avec les associations, simplement on ne nous dit rien de la façon dont tout ça est intégré dans le processus de décision. Il y a eu un débat au Conseil de Paris au mois de juillet, sur le projet des Halles, c'est un point qui a été soulevé de façon polémique par l'opposition municipale qui disait « Est-ce qu'au fond cette consultation n'est pas de la poudre aux yeux pour masquer un fait du prince ? » On en parlait l'autre jour entre nous en riant, on disait, ben oui, on voit bien la différence entre les anciennes méthodes et les nouvelles ; les anciennes méthodes, c'était comme la dictature, c'était « Ferme ta gueule », et les nouvelles, c'est comme la démocratie, c'est « Cause toujours ». »*

Jean Lebrun : Je vois dans la salle Elisabeth Bourguinat, qui va nous aider à reconnaître la voix qu'on vient d'entendre.

Elisabeth Bourguinat : C'est Julien Pauchet, qui est membre du bureau d'ACCOMPLIR.

Jean Lebrun : Alors ACCOMPLIR est partout ! J'ai vu dans *Le Figaro*, qui doit être assez ami avec vos positions, que vous étiez une centaine, mais là vous êtes au moins deux ou trois, parce que je soupçonne Philippe Meyer d'être assez proche d'ACCOMPLIR.

Elisabeth Bourguinat : Non, Philippe Meyer n'est pas parmi nous, il garde son indépendance jalousement.

Jean Lebrun : ACCOMPLIR a créé, autour de l'association, tout un collectif, alors avec les gens les plus divers, la Confédération générale des PME, les commerces de bouche du quartier, les conseils syndicaux de plusieurs immeubles, l'association des piétons de la rue Montorgueil, c'est un peu disparate, mais puissant parce que vous vous êtes associés, au fond, avec des intérêts communs, avec le propriétaire, le gestionnaire du Forum.

Elisabeth Bourguinat : Alors là je vous arrête tout de suite, on n'a jamais fait d'alliance avec le gestionnaire du Forum, c'est un énorme mammoth par rapport à nous qui sommes des poussières – des poussières d'étoile, peut-être. Ce qu'on nous a reproché, on nous a dit « *Vous ne représentez personne, vous êtes une petite association* », on était 70 membres au mois d'avril, maintenant on est une centaine, effectivement. Alors on s'est dit, « *Ah bon, on représente personne : on va aller voir ce que pensent les autres* ». On est allés voir les commerçants. En général, les habitants et les commerçants, ça ne va pas ensemble. Et les commerçants étaient d'accord avec nous. Et puis les autres associations d'habitants, pratiquement toutes, étaient d'accord aussi. Et puis on nous a dit « *Vous n'êtes pas représentatifs, vous n'êtes que des riverains* ». Alors on est allés voir les associations

parisiennes, et on est arrivés à un collectif de 33 associations. Le rôle des associations n'est pas de représenter, mais quand même, disons que c'était un peu significatif, malgré tout.

Jean Lebrun : Alors il y a aussi un collectif, Parole des Halles constitué à partir de l'association Paris des Halles. Marc Augé, évidemment, chacune de ces constellations prétend être représentative. On consulte moins les usagers du site. Vous qui êtes attentif à l'observation scientifique des pratiques, elle en dirait peut-être plus long que la parole prise par les associations ?

Marc Augé : Oui. Je ne pense pas qu'il y ait d'autre consultation qu'avec ceux qui se constituent, justement, en association. A vrai dire, la difficulté me paraît assez générale : comment conduit-on une concertation de ce genre, et qui consulte-t-on, c'est ça la grande question. A mon avis, si on veut restructurer le centre de Paris, c'est une question qui intéresse tous les Parisiens, bien entendu, mais aussi tous les Français, et pourquoi pas, d'autres. Parce que le centre de Paris, ce n'est pas une aventure d'arrondissement. Et c'est encore moins une aventure d'arrondissement s'il s'agit de Châtelet-les-Halles, parce que là j'ai une petite expérience : je prends le RER assez souvent, et Châtelet-les-Halles, il faut voir tout ce qui descend et tout ce qui monte, n'est-ce pas ; c'est évidemment la grande périphérie qui est concernée. Alors je comprends bien qu'on ne peut pas consulter tout le monde, mais alors, entendre est une chose, écouter c'est une chose, mais donner le sentiment qu'une décision va être prise en commun, ou par une sorte de vote, quelque chose comme ça, ce qui n'a pas été fait à proprement parler, c'est abusif, parce que c'est impossible : il est évident qu'il y a, ici même, des personnes qui n'ont pas du tout la même optique ni le même sentiment. Donc moi je vais donner un bâton pour me faire battre, je crois qu'il y a des actes souverains, et que les actes souverains il faut avoir le courage de les prendre, et je ne suis pas sûr de ce que signifie démocratie dans une concertation de ce genre.

Jean Lebrun : D'autant qu'au même moment, Jodelle Zetlaoui, quand il s'agit du village des Batignolles, qu'on prépare en vue de la candidature des Jeux Olympiques, ou de l'aménagement du quartier Nord-Est, des actes souverains, dans la dissimulation, plus que dans la monstration, se préparent peut-être ?

Jodelle Zetlaoui : La volonté annoncée du maire de Paris, c'est d'avoir une démarche de projet, de manière générale, participative, pour l'ensemble de ses actions dans Paris, donc je crois qu'il y a un observatoire qui est chargé, à Paris, d'observer et d'analyser ces processus.

Jean Lebrun : L'Observatoire parisien de la démocratie locale, confié à un député battu du Parti Socialiste.

Jodelle Zetlaoui : De même, pour les Halles, le maire a annoncé en 2002, avant de lancer les études de définition, qu'il ferait un bilan de la concertation. Donc moi j'attends, en effet, qu'il y ait un retour réflexif sur ces pratiques. Pour répondre aussi à Marc Augé, à partir des expériences que j'ai pu analyser mais aussi vivre en tant que consultante avec des collègues avec lesquels on a fait des expérimentations, ce qu'on a pu constater, c'est qu'en fait les habitants sont demandeurs, souvent, d'une décision politique forte. Ils sont demandeurs d'arbitrages, et le problème de la concertation, le fait que souvent elle soit décriée, qu'elle avorte, etc., c'est par manque de décision politique. Alors je pense que le moment de flottement qu'il y a eu, important, dans l'opération du marché de définition des Halles, pendant deux ans, est lié à une période de flottement importante qu'il y a eu dans la décision. Il y a eu au départ une décision forte, aujourd'hui une décision forte, et puis tout un ensemble

dont on pourra peut-être parler, d'une période extrêmement confuse, je dirais, du point de vue du rôle des uns et des autres.

Jean Lebrun : Ah mais moi je croyais, Philippe Meyer, que de plus en plus de Parisiens, de Français, de citoyens dans le monde occidental étaient heureux dans cet état de consultation flottante, vous savez, « *La projection de l'avenir étant plus enchanteresse que la réalisation du projet, c'est pas la peine de passer à l'acte, la ville continuant d'être perpétuellement rêvée.* » Vous êtes dans cet état, vous ?

Philippe Meyer : Je crois que ça n'a pas l'air de marcher très fort, la consultation flottante, parce qu'au fond, pour que cette affaire des Halles ait donné un sentiment de clarté, il aurait fallu que le statut de cette consultation soit clair dès le départ, et il ne l'était pas, et comme l'a dit Marc Augé, on ne sait pas qui a vocation, s'il faut faire voter des gens, à supposer qu'on en ait les moyens, mais on ne sait pas qui a vocation à être électeur. Il faut quand même rappeler que si la destruction des pavillons Baltard a mis fin à une certaine vision de l'urbanisme de Paris, et notamment a permis de sauver Orsay, de ne pas construire la tour du commerce international qui était prévue sur le plateau des Champeaux, ça n'est pas dû à l'association des Champeaux, quoique Dieu les bénisse, parce que Dieu sait qu'ils ont fait du boulot, c'est dû à la réprobation internationale du massacre des pavillons de Baltard et dû à la consternation internationale devant la première tranche du Forum des Halles, celle de Penchréach et Vasconi, dont le New York Times avait écrit « *Ils ont construit un non lieu* ». Alors si vous voulez, si on avait su qu'il s'agissait de recueillir le plus possible d'avis pour qu'à la fin, dans la solitude du pouvoir et en prenant ses responsabilités, dont il aurait eu à répondre quelques années plus tard devant les électeurs, le Maire dise, « *Ecoutez, voilà ce que vous avez dit, voilà ce que je pense, et voilà ce qu'on va faire* », je pense qu'il y aurait eu moins de frustrations, moins de grogne, et moins de sentiment de ce que disait quelqu'un tout à l'heure, la démocratie c'est « *Cause toujours* ». Et qu'aujourd'hui, devant la décision qui est prise, je ne sais pas très bien si on peut vraiment penser que quelque chose vient de sortir du chapeau.

Jean Lebrun : Alors tout le monde est d'accord, donc, pour regretter les pavillons de fer de Baltard. Rem Koolhaas lui-même, évincé ce soir, dit que c'est là que la réflexion sur la modernité a basculé. L'interrogation sur l'avenir, elle est nourrie non seulement par les consultations de quartier mais aussi par les tribunes dans la presse. Alors Elisabeth Bourguinat, d'ACCOMPLIR, est venue, ici, à l'émission, mais Albert Lévy, qui a publié un papier dans *Le Monde*, s'est dit, « *Pourquoi pas moi, et pourquoi je ne répèterais pas ce que j'ai écrit dans Le Monde* », où vous dites qu'il y a pas seulement les habitants mais il y a aussi les forces déjà organisées, qui doivent entrer dans le concert, pourquoi l'UMP est-elle inexistante, que pensent les Verts, dont l'apport est décisif à la légitimité de la gauche à Paris, etc.

Albert Lévy : Oui, je me demandais comment il se faisait que les acteurs de cette opération si importante ne s'étaient pas suffisamment engagés, prononcés, pris des positions claires, dans cette aventure, parce que l'enjeu est de taille, et les Halles méritaient quand même un peu plus de clarté et d'analyse dans les démarches et dans les procédures.

Jean Lebrun : Mais vous parlez des force politiques, pourquoi est-il si difficile pour elles de s'exprimer en tant que telles, même les Verts ne sont pas d'accord nécessairement entre eux, M. Baupin avec M. Contassot, etc.

Albert Lévy : Effectivement c'est vrai qu'il y a un débat chez les Verts, il n'y a pas de position claire, mais de manière générale, je crois qu'ils sont quand même derrière la position de Bertrand Delanoë pour le projet Mangin. Mais la question que je posais c'était de savoir s'il fallait, pour les Halles aujourd'hui, bétonner encore un peu plus les Halles, et est-ce qu'il fallait un équipement de type métropolitain supplémentaire dans les Halles, ou est-ce que rester à des équipements de proximité n'était pas plus sage et suffisant, étant donné déjà le suréquipement et la surcharge des lieux.

Jean Lebrun : Alors si le projet de Nouvel a été écarté beaucoup plus tôt qu'on ne le pensait, c'est parce que Nouvel a été accusé, mais il croyait que c'était un vrai concours, Nouvel, d'avoir prévu trop de milliers de mètres carrés bâtis. Et puis Nouvel, il quêtait, dans cette affaire, une réputation qui lui manque, celle d'urbaniste. Dans l'article d'Albert Lévy, il est dit, fort justement, il y a longtemps, déjà, dans *Le Monde*, « *Le temps – Marc Augé, écoutez bien – est venu, dans cette affaire, des urbanistes plus que des architectes* ». Alors si on ouvre ce deuxième chapitre dans notre débat, architectes, urbanistes, qu'est-ce que vous vous attendez de l'autre qu'est l'architecte ?

Albert Lévy : Je ne sais pas ce que j'attends de l'autre qu'est l'architecte, mais il est incontestable qu'aujourd'hui, les grandes créations des architectes sont aussi des créations urbanistiques, c'est-à-dire que les grands projets, les grandes attentes combinent les réponses des architectes et des urbanistes. On ne peut pas définir Châtelet-les-Halles sans le réseau des circulations, mais la ville, de manière générale, aujourd'hui, c'est aussi les routes, la circulation, les aéroports. Je pense que dès lors qu'il y a un projet d'aménagement considérable, c'est un projet qui met en cause des thèmes urbanistiques, et pas seulement architecturaux. On le voit tous les jours dans le monde.

Jean Lebrun : David Mangin, ce n'est pas un architecte de génie, même Philippe Meyer le trouve un peu pépère, parfois, mais il a une réflexion d'urbaniste. Il a publié un livre fort intéressant, qui dit beaucoup de bien de Koolhaas, aux éditions de La Villette, mais qui parle un peu sur le mode d'un manuel d'urbanisme. Et il s'insurge contre l'idée à laquelle s'est résignée Koolhaas. Koolhaas dit quand même « *La ville ce n'est qu'une juxtaposition, je ne crois plus aux possibilités d'une maîtrise coordonnée des espaces, des territoires* ».

Albert Lévy : Koolhaas, il écrit beaucoup...

Jean Lebrun : C'est ça qu'aiment les médias, l'architecte qui pose des gestes verbaux en même temps qu'architecturaux.

Albert Lévy : Je crois qu'il y a quelque chose d'intéressant, presque de contradictoire, parfois, dans ce qu'il dit. D'une part, il n'est pas hostile au thème de la nostalgie, de la ville qu'on peut regretter, etc. D'autre part, il peut donner des définitions drôles de ce qu'il appelle la ville générique, la ville comme on les construit sous les tropiques ou comme elle apparaît maintenant dans les villes historiques d'Europe. C'est la ville qui ressemble à ses aéroports. Mais au-delà de la boutade, il y a bien cette idée que la ville, c'est pas seulement la ville, c'est tout un système tentaculaire de circulation. Alors on ne sait jamais si Koolhaas, dans ses écrits, est dans le regret, dans la dérision, ou au contraire dans la promotion des changements. Moi ce que je crois, c'est qu'il faut que la ville intègre, maintenant, quand même, la dernière époque. Sur le projet des Halles, il me semblait qu'un certain nombre de projets, au fond, faisaient apparaître quelque chose qui ressemblait au dernier des grands projets de Mitterrand, voilà. Un monument de plus. Alors peut-être qu'il faut chercher autre chose.

Jean Lebrun : Alors l'association ACCOMPLIR, c'est un système tentaculaire d'interventions. Elisabeth Bourguinat, elle est là, in vivo, et Vincent Lemerre, qui a préparé cette émission – souvenez-vous, Elisabeth Bourguinat, on vous a enregistrée dans une réunion où il y avait Rem Koolhaas.

Elisabeth Bourguinat : Ah oui, c'était... spécial.

Jean Lebrun : Alors on va essayer de resituer le dialogue, avec les interruptions, le climat était plus chaud qu'à El Sur, mais on ne désespère pas de faire monter la température au 35 Bd Saint-Germain.

Extrait de la conférence débat avec Rem Koolhaas à l'EHESS, le 23/11/04 :

Elisabeth Bourguinat : Je suis habitante du quartier des Halles, membre de l'association ACCOMPLIR, et également coordinatrice du Collectif Rénovation des Halles, qui compte 33 associations qui ne sont pas favorables au projet Koolhaas. Je voudrais simplement redire à M. Koolhaas la critique fondamentale que nous lui avons faite quand nous avons découvert les projets. Ce n'était pas lui qui avait participé à la réunion avec les associations mais son représentant, qui est là, donc je vais redire la même chose. Ce que nous critiquons, ce n'est pas l'architecture de M. Koolhaas, je pense que c'est un immense architecte, personne n'en doute ici. Ce que nous critiquons, c'est le parti qu'il a pris aux Halles, et que nous contestons, mais vraiment radicalement. Ce parti se définit en une phase, c'est d'ouvrir le dessus sur le dessous. Nous sommes vraiment opposés à cette rupture de la séparation dessus-dessous, pour une raison toute simple, c'est que nous voulons préserver le jardin, nous pensons que le jardin n'est pas un endroit qui doit être ouvert sur des trous, des canyons, qui doit être percé de taupinières, nous voulons garder le jardin tel qu'il est, pas tel qu'il est dans son dessin, mais tel qu'il est dans sa surface et son concept. Pas simplement pour nous riverains, qui allons y promener nos enfants ou nos chiens, mais aussi pour tous les usagers qui y sont dans la journée. Quand vous passez dans la journée, dans le Jardin des Halles, 95% des gens qui sont là ne sont pas des riverains, ce sont ou bien des gens qui travaillent, qui viennent manger leur sandwich à midi, ou bien des gens qui se promènent, donc quand nous défendons le jardin, ce n'est pas...

Président de séance : Ça suffit, maintenant

Elisabeth Bourguinat : J'ai presque fini...

Président de séance : Vous avez fini !

Elisabeth Bourguinat : Non, je n'ai pas fini, Monsieur.

Président de séance : Ça suffit, comme ça, maintenant.

Rem Koolhaas : Laissez-la parler.

Elisabeth Bourguinat : Merci Monsieur Koolhaas. Et donc, nous nous sommes très furieux, quand je dis nous, c'est quand même la majorité des associations du quartier, même s'il y en a quelques-unes qui sont là, qui sont contre et qui s'exprimeront...

Président de séance : Bon, allez, écoutez, ça suffit maintenant !

Rem Koolhaas : Non, laissez-la parler.

Elisabeth Bourguinat : Merci, Merci, Monsieur Koolhaas. Et donc les riverains et les usagers...

Président de séance : Y a pas à monopoliser la parole comme ça.

Elisabeth Bourguinat : Je finis en une phrase ! Je peux finir, Monsieur Koolhaas ?

Rem Koolhaas : Laissez la terminer.

Elisabeth Bourguinat : Merci ! Monsieur Koolhaas m'autorise ! S'il vous plaît... »

Jean Lebrun : Bon ça, suffit, Madame Bourguinat, on est d'accord ?

Elisabeth Bourguinat : Ah j'ai trouvé Rem Koolhaas formidable, je suis allée le voir à la fin, et je lui ai dit, « *Monsieur Koolhaas, merci beaucoup, je m'en souviendrai* ».

Jean Lebrun : Et d'ailleurs, nous nous sommes pour la parité, Bourguinat /Koolhaas. Alors maintenant, Rem Koolhaas.

Extrait d'interview de Rem Koolhaas :

Le journaliste : *On trouve très souvent dans le discours d'analyse sur les Halles, les apparents paradoxes entre le dessus, le dessous, le public, le privé...*

Rem Koolhaas : *Je me suis rendu compte, évidemment, qu'il y avait là une polarité très forte entre tout le pôle que vous avez indiqué, et je trouve, le plus important, entre le privé et le public. Et ça c'est une bataille, aujourd'hui, où il faut que le public s'implique beaucoup plus, pas seulement comme décideur, mais aussi comme participant des définitions, quelque part, et l'autre bataille majeure, c'est entre ceux qui sont terrestres, disons, ceux de la surface, qui sont relativement peu nombreux, et ceux du souterrain, qui sont dans des nombres vraiment métropolitains. Donc, j'étais très conscient de cette polarité. Notre projet est un projet franchement sur cette polarité, qui donne au public l'opportunité de participer pas d'un seul coup, mais avec des opérations relativement modestes, qui peuvent avoir un impact considérable, et qui permettent dans le contexte de la surface et du souterrain, un règlement qui est plus subtil que cette séparation, cette lobotomie qui existe aujourd'hui. J'ai été en même temps amusé et choqué que ceux de la surface veuillent à tout prix maintenir cette séparation, donc c'est, quelque part, une espèce de lutte de classe, je pense aussi, entre les centraux et les périphériques, et que le paradoxe c'est que ceux qui ont des intérêts commerciaux veulent rester souterrains pour ne pas attirer trop d'attention, je pense.*

Jean Lebrun : Ah ! Je me disais bien, Elisabeth Bourguinat, que c'était une affaire de lutte de classe : les uns veulent que le dessous soit visible du dessus, et vice et versa, et vous non.

Elisabeth Bourguinat : Ecoutez, je ne vais même pas entrer dans cette polémique, parce que c'était tellement ridicule que ça m'a fait honte de la part de ceux qui ont soutenu des choses comme ça. Je voudrais simplement dire, pour rebondir, tout à l'heure vous disiez que, quand on parlait de la démocratie représentative, participative, quel est le rôle des élus, etc. Je vous assure, que sur cette question de l'ouverture du dessus et du dessous, on aurait évité beaucoup de conflits, et nous on aurait perdu beaucoup moins de temps et d'énergie, si le programme officiel avait précisé quelle était la zone de constructibilité et avait dit notamment s'il était possible, oui ou non, de construire aujourd'hui dans un jardin parisien.

Jean Lebrun : Ah mais vous aussi, vous croyiez que c'était un concours clairement défini, comme Jean Nouvel ? Monsieur ?

Un intervenant : D'abord je trouve que Monsieur Rem Koolhaas a le grand mérite de s'exprimer en français, chapeau, je ne sais pas si tous les architectes français s'expriment en néerlandais. Deuxièmement, ce qu'il dit est pas complètement idiot, parce que le jardin des Halles, c'est une horreur. On est obligé de le traverser quand on traverse Paris, c'est une horreur : c'est un conglomérat de crottes de chien, et je me demande en quoi on prend une décision sur Paris, uniquement sur... Je respecte les riverains, j'habite rue Dauphine, je voudrais pas transformer la rue Dauphine en jardin ! Ça m'est égal qu'il y ait un jardin, je viens à Paris pour profiter de Paris !

Jean Lebrun : Alors Philippe Meyer, vous qui servez régulièrement le vieux potage de la lutte des classes dans votre émission...

Philippe Meyer : Je le réchauffe, disons, plutôt que de le servir. Je faisais un parallèle entre Rem Koolhaas et Pierre Tchernia, qui a réalisé un film qui s'appelle *Les Gaspards* où on voit Philippe Noiret, pour vivre à l'abri de l'évolution de Paris, créer sous terre une sorte de colonie de bons vivants, et qui de temps en temps font tomber quelques touristes pour les faire pédaler sur le générateur qui leur permet d'avoir de l'électricité, et je trouvais qu'au fond ce rapprochement inattendu entre un architecte avant-gardiste et Pierre Tchernia était pas le moindre mérite de ce que vous nous avez fait entendre.

Jean Lebrun : Enfin vous avez noté que les adversaires de la lecture de l'histoire par la lutte des classes esquivent toujours la question.

Philippe Meyer : Oui, dessus, dessous, c'est ce qui nous permet de faire de vieux os. Non, franchement, dessous, dessus, la lutte des classes, je veux bien, mais ça me paraît vraiment une façon, une fois de plus, d'empêcher un échange de vue sur ce que peut être ce centre de Paris maintenant qu'il a perdu à peu près l'essentiel de ses fonctions, en transformant toute prise de position en prise de position pour le camp du bien ou pour le camp du mal. Ça se fait partout, tout le temps dans cette société, et c'est vraiment extrêmement difficile à supporter parce que du coup, la conversation, l'échange, le débat et même la vraie engueulade sur des arguments... Par exemple, les uns sont pour le jardin, moi je suis pas fou des jardins, je l'ai dit tout à l'heure, et la seule chose qui m'ait plu dans le jardin, c'est pas son esthétique, c'est le fait qu'il considère dans la modestie de ce qu'il propose que les villes sont faites par les gens qui les habitent. C'est l'usage à force des années qui fait qu'un quartier prend une physionomie, il n'y a pas que l'usage, il y a évidemment aussi des décisions économiques et des décisions politiques, mais au moins Mangin a-t-il laissé la place à l'usage et donc aux habitants. Pour le reste, cette histoire de dessus-dessous me paraît franchement montée en épingle. Je ne dis pas que ça n'existe pas, mais c'est monté en épingle.

Jean Lebrun : Tout de même Philippe Meyer, je vois bien que vous avez un tempérament minéral, vous n'êtes pas pour les espaces verts, mais c'est un vrai minéral, tout de même, que le forum souterrain, Marc Augé, et les commerçants qui ont fait alliance avec l'association ACCOMPLIR...

Elisabeth Bourguinat : Ce n'est pas vrai !

Jean Lebrun : « *Ce n'est pas vrai* », dit Elisabeth Bourguinat, c'était une parenthèse – ils sont partisans de rester en dessous, dans la mine, pour faire travailler l'argent.

Marc Augé : Je ne sais pas ce qu'ils pensent, mais sans être non plus bouleversé par les plantes en pot, je ne suis pas scandalisé par cette mise en rapport du dessus et du dessous, il y a plein de gens qui circulent dans ce centre commercial sans monter à la surface. L'idée que des effets de transparence soient créés, l'idée que les gens se voient, bien sûr, ce n'est jamais l'architecture qui va supprimer la lutte des classes, ce n'est jamais l'architecture qui va reformuler la société, mais elle peut éviter un certain nombre de choses. Elle peut ne pas enfermer, ne pas mettre les gens sous couvercle. Et à vrai dire, un projet qui montre les uns aux autres ne me semble pas scandaleux dans son principe. On peut peut-être discuter des modalités, mais le principe de mettre en correspondance, en vue, en transparence les élément

du dessous et les éléments du dessus, indépendamment de leur interprétation en termes de classe, ça me paraît une belle chose, une bonne chose. Il y a beaucoup de villes qui habitent souterrainement aujourd'hui, beaucoup de cités qui, sous des climats plus rudes, ont des dimensions souterraines. Le fait que ces différents niveaux souterrains puissent se voir me paraît quelque chose de souhaitable.

Jean Lebrun : Et puis Philippe Meyer croit à cette chose belle qu'est le dialogue et la conversation et à cette chose merveilleuse qu'est l'engueulade démocratique, mais il y a aussi la dialectique du privé et du public, il y a pas que le dessus et le dessous. Le public ne va pas financer beaucoup, on ne sait pas très bien dans quelle proportion, c'est pas un concours classique avec des indications financières précises, mais enfin le public ne va pas financer beaucoup, et on attend d'Unibail, d'Espace Expansion, un financement extrêmement important, alors à partir du moment où Unibail, Espace Expansion, a dit non à trois des quatre projets, la marge de manœuvre de la conversation, du dialogue et de l'engueulade est un peu virtuelle.

Marc Augé : Oui, c'est-à-dire que l'engueulade peut exister, mais la conversation est plus difficile.

Jean Lebrun : Alors Elisabeth Bourguinat, une dernière fois, mais c'est incroyable, vous monopolisez la parole !

Elisabeth Bourguinat : Simplement, pour faire une remarque, j'habite dans le quartier des Halles ; je ne sais pas, quand je suis sur le site du Forum, sur le « mille-feuille », je ne sais pas si je ne passe pas plus de temps dans le sous-sol. Parce que je vais aux Halles pourquoi ? J'y vais pour prendre le métro, pour aller à la FNAC, au cinoche... Est-ce que vous pensez sincèrement qu'il n'y a que des banlieusards à la FNAC, qu'il n'y a que des Parisiens dans le jardin ? C'est totalement faux, c'est une vue de l'esprit, c'est absurde ! Encore une fois, j'ai honte pour les gens qui utilisent des arguments aussi lamentables, franchement.

Marc Augé : Mais qui a dit ça ?

Elisabeth Bourguinat : La SEM !

Jean Lebrun : Alors la SEM, c'est la société d'économie mixte Paris Centre qui est la cible préférée de l'association ACCOMPLIR, mais qui n'a pas semble-t-il réussi non plus à très bien se faire entendre de Bertrand Delanoë.

Jodelle Zetlaoui : Oui, dans la lignée de ce qui vient d'être dit, et peut-être que je vais faire monter la température dans le café, mais déjà Elisabeth Bourguinat a bien entamé le processus. Je crois que là en fait on touche du doigt le problème de l'architecte urbaniste donneur de sens et inventant des problèmes qui n'existent pas forcément. Et ça c'est toute la crise, employons le mot, de l'architecture, de la représentation qu'on a de l'architecture, en tout cas en France – après, au niveau international, je ne sais pas si j'irais aussi loin. C'est-à-dire qu'on met dans la tête des jeunes architectes, depuis leurs études d'architecture, qu'ils vont donner du sens, et qu'on attend d'eux d'être des visionnaires et des donneurs de sens, comme s'ils étaient les seuls, et qu'on les attendait de manière vraiment providentielle pour donner du sens. Alors quand vous dites ça à un architecte et que vous le critiquez sur cette question, il vous étrangle ! Alors je pense qu'Albert Lévy, qui est architecte, a peut-être pris ses distances par rapport à ce genre de position, puisqu'il bronche pas, donc ça va, mais en

fait, c'est-à-dire qu'on laisse l'architecte inventer des questions qui ne se posent pas, et du coup répondre aussi à des questions qui ne se posent pas. Et le piège de lancer des procédures comme des marchés de définition, justement, alors je ne veux pas rentrer dans des débats techniques, mais où on croit que la stratégie va naître simplement des fantasmes des architectes et sans indication précise à un moment donné, eh bien ça donne lieu à ce genre de dérive, et ensuite à des polémiques qui n'ont plus de fin, entre est-ce que tu préfères le carreau, le toit, les jardins suspendus, ou bien le vitrail. Je pense qu'on était sur des questions beaucoup plus stratégiques au départ. Alors c'est vrai qu'il y a un risque qui a été pris, assez fort, de la ville de Paris et de la SEM, de laisser partir complètement quatre architectes sans jamais recadrer le programme et sans jamais dire, finalement, ce qu'on souhaitait, si ce n'est au départ. La Ville de Paris avait été claire au départ, mais après on a laissé les choses partir dans tous les sens, et on a quatre objets qui sont, en fait, incomparables, d'où les hésitations.

Jean Lebrun : Oui, David Mangin étant le plus urbaniste et le moins architecte, ça veut dire, à votre sens, Jodelle Zetlaoui, que c'est bien, parce que c'est donc pas un vrai sociologue, ni un visionnaire, et c'est cette confusion que vous n'aimez pas. Monsieur ?

Un intervenant : Avec le Forum social local, on a essayé d'ouvrir le débat avec le FSL, un espace de débat...

Jean Lebrun : Attendez, où est-ce que vous avez entendu parler de FSL ? Ça c'est encore une nouvelle notion, parce que moi j'ai entendu parler de compte rendu de mandat, de conseils de quartier... Qu'est-ce que c'est que le Forum social local ?

L'intervenant : Jodelle Zetlaoui a participé, Elisabeth Bourguinat aussi, à un atelier sur l'aménagement des Halles organisé par le Forum social local Paris Centre, qui a cherché à ouvrir le débat sur des questionnements qui n'apparaissaient ni dans la presse, sur les débats d'architectes. On a essayé de le proposer sur le plan urbanistique, et avec des idées simples, comment peut-on avoir une gare la plus importante d'Europe, 800.000 personnes qui passent tous les jours, un équipement public qui draine le public exclusivement vers les commerces. Ça c'est vraiment le questionnement principal sur le fonctionnement qu'on peut attendre du Forum des Halles, et se demander comment la municipalité aujourd'hui peut se contenter d'un projet qui a été établi par la municipalité précédente. Première question. Deuxième, quelle procédure on peut mettre en place, on aurait pu en mettre une meilleure au départ, on peut aujourd'hui continuer ce qui a été entrepris, mais les choix n'ont pas tous été définis, et organiser une vraie procédure, Jodelle propose des schémas qui ont été utilisés sur certaines procédures, il faut le faire.

Jean Lebrun : Le poids du commerce, d'ailleurs, Philippe Meyer, vous vous intéressez pas seulement au commerce de bouche, à la question de savoir s'il y a du commerce de bouche en surface et un supermarché alimentaire éventuellement en sous-sol, ce qui n'est pas pour l'instant je crois le cas. La pression du commerce, ça fait partie de ce qui est invisible et qui a dû jouer un rôle déterminant, cependant.

Philippe Meyer : Il y a eu plusieurs choses, il y a eu la pression du commerce, vous avez parlé d'Unibail et du rôle que joue Unibail par le fait qu'Unibail est appelé à financer et qu'Unibail jouit d'une position quasi-féodale dans cette affaire, mais il y a aussi, il faudrait d'ailleurs rappeler l'histoire d'Unibail et du Forum, parce qu'il faut quand même se souvenir que l'idée d'Unibail à l'origine, c'était de faire du Forum des Halles le prolongement du faubourg Saint-Honoré. Il faut se souvenir qu'au premier niveau du Forum des Halles, il y

avait Saint-Laurent, il y avait Tarlazzi, il y avait le chasseur Pinet, ils sont restés six mois et ils sont partis, parce que leur clientèle, quand elle a vu, et là en effet on peut parler sinon de lutte des classes, au moins d'une sorte de confrontation entre les classes, quand elle a vu monter des bouches du RER des gens dont les couleurs de peau n'étaient pas absolument celles qu'on voit à l'angle de la rue Boissy d'Anglas et de la rue du Faubourg Saint-Honoré, ils sont partis aller acheter leurs fourrures ailleurs. Mais enfin, c'était l'idée. Il faut voir dans cette affaire, parce que vous parliez à juste titre, Jodelle, tout à l'heure, de tous ces gens qui pensent la ville et qui se sentent la mission de la penser, là encore c'était, de tout temps, d'ailleurs, la société d'économie mixte des Halles, était pleine de crânes d'œufs qui savaient quelle ville ils allaient nous faire, et qui sont allés d'échec en échec jusqu'à la situation de féodalité dont je parlais tout à l'heure. C'est là où il me semble que c'est pas le commerce qui pose problème, c'est l'absence du politique. L'absence du politique étant d'ailleurs, jusqu'au mandat de Delanoë, explicable par une sorte de convergence de vue entre le commerce et les deux précédents maires, et dans le cas de Delanoë, je crois, par ce qu'on a dit tout à l'heure, par le fait que c'est au politique de dire en quoi et comment il veut intervenir sur la ville.

Jean Lebrun : Mais Rem Koolhaas, je ne veux pas le traiter de sociologue, parce que Jodelle Zetlaoui, du coup, le disqualifierait, il multiplie les réflexions désabusées, alors Marc Augé, je rappelais celles qu'il faisait sur le thème, on ne peut plus coordonner les structures et les territoires dans la ville, et il dit, « *Quel que soit le politique, le marché l'emporte maintenant quasi systématiquement. D'ailleurs on croit percer des rues, et en fait elles sont là pour dissimuler des atriums de centres commerciaux* », parce que les centres commerciaux il n'y en a pas qu'en sous-sol, il y en a en surface, derrière les façades verticales multipliées et jouant un rôle déterminant.

Marc Augé : Oui, je crois que c'est le cas, je crois que ça se constate un peu partout, dans toutes les villes, évidemment pas seulement en France, dans le monde. Mais quelquefois on le perd de vue parce qu'il y a quelques événements architecturaux, des singularités, on crée le musée de Bilbao, des choses comme ça, et les architectes aujourd'hui sont des stars mondiales, on connaît les noms des architectes, on connaît pas le nom des peintres, on connaît le nom des architectes dans un public assez largement répandu, et je crois que ces événements architecturaux donnent le sentiment que l'architecture est un art, l'architecture des gestes architecture. Mais il reste que dans le tissu urbain, qui devient le tissu terrestre, le tissu qui se répand partout le long des voies de circulation, le long des côtes, oui, c'est cette fonctionnalité, cette esthétique des atriums, des centres commerciaux qui l'emporte, évidemment, puisque nous sommes dans un monde urbanisé et dans un monde de consommation, et ça se traduit naturellement et normalement dans les faits.

Philippe Meyer : Deux choses sur le commerce que je voulais ajouter, la première c'est que j'ai été stupéfait de voir à quel point le projet de Jean Nouvel portait à son paroxysme l'utopie pompidolienne de l'agenouillement devant le commerce. Ça c'était tout à fait extraordinaire, parce qu'évidemment on n'attend pas l'avant-garde dans ce genre de chose, eh bien si, l'idée de Jean Nouvel, architecte et urbaniste, et voulant se faire reconnaître comme urbaniste, c'était « *Le commerce est tout, et il n'existe rien d'autre* », et ça j'en suis encore absolument stupéfait. L'autre chose, c'est que l'un des problèmes qui se posent à Paris depuis une bonne quinzaine d'années, c'est le problème de maîtriser les conséquences du tourisme. Il y a eu vingt-quatre millions de touristes, à Paris, la dernière fois que les touristes ont été recensés. Les touristes ne vont évidemment pas dans les quartiers périphériques, ils vont dans le centre de Paris, et dans le centre de Paris, l'argent qu'ils dépensent, cela a été parfaitement mesuré, ils le dépensent en grande partie en souvenirs, et les souvenirs, aujourd'hui, c'est des fringues

et des chaussures. Moyennant quoi, la situation dans le Paris historique, dans les huit ou neuf premiers arrondissements de Paris, avec des zones plus ou moins fortement touchées, c'est que les commerces de proximité disparaissent les uns après les autres, qu'il ne reste des commerces que dans des situations quasiment de monopole, qui pratiquent des prix qui sont 20% supérieurs à ce qu'on peut trouver au fin fond des arrondissements périphériques et de l'autre côté de la banlieue, et que donc les gens qui ont le moins d'argent qu'ils soient vieux ou qu'ils soient jeunes, foutent le camp. Ça, ça demande une intervention politique réfléchie. Il y en a des petites bouts qui se préparent à la mairie, il y a un comité qui s'appelle le CODEVE, qui a travaillé un peu là-dessus, je sais qu'il y a quelques études qui se font, mais c'est pas un problème qui doit être traité par des études latérales et lentes, c'est un problème qui doit être politique, qui doit être pris en compte de manière massive et maintenant. C'est beaucoup plus important que d'avoir un supermarché au fond des Halles, parce que ce nivellement de la population vers un type de revenu identique et donc vers un type de population identique il est l'une des conséquences de ce tourisme qui par ailleurs apporte sûrement beaucoup d'argent, a sûrement son intérêt, et puis de toute façon, il existe, c'est comme ça, personne ne peut décider qu'on va faire un *numerus clausus* de touristes, même si, comme certains, on peut penser que le tourisme est une industrie qui consiste à transporter des gens qui seraient mieux chez eux dans des endroits qui seraient mieux sans eux.

Jean Lebrun : Alors que faire face à cette pression du commerce et du tourisme qui est plus qu'un commerce, une industrie, alors la Mairie de Paris réfléchit, et je pense d'ailleurs que Bertrand Delanoë, en annonçant la création d'un concours d'architecture, a dû imaginer « *Tiens je vais demander à Unibail, qui va beaucoup financer le projet, des équipements publics, que j'intégrerai dans le projet de concours, la maison européenne, l'auditorium de musique cher à Philippe Meyer* ». On va continuer notre exercice de participation, avec des question dans la salle.

Robert Allezaud : Je suis également participant à l'atelier sur l'aménagement des Halles du Forum social local de Paris Centre.

Jean Lebrun : Mais qu'est-ce que c'est que ce Forum Social local, ça a à voir avec Attac, non ?

Philippe Meyer : c'est la population d'en dessous !

Robert Allezaud : Il se trouve que je participe à Attac mais il y a bien d'autres orientations à l'intérieur de ce forum, et on se retrouve d'ailleurs ce soir dans la même configuration du débat public qu'on a organisé le 12 novembre. J'avais pas prévu, ça s'est un peu improvisé, et je trouve ça assez intéressant. Alors je rends hommage à la constance d'Elisabeth Bourguinat, qui était effectivement là le 12 novembre et qui a donné effectivement un poids très important à l'orientation du débat, je regrette quand même que l'autre collectif, celui de Paris des Halles, ne soit pas présent, alors je ne sais pas si on s'y substituer, mais on n'a vraiment pas voulu ça. Ce qu'on souhaiterait, c'est qu'effectivement ces deux collectifs, qui ont deux visions différentes, et toutes les deux intéressantes, du projet, se rencontrent. Alors il se trouve que parmi nous, il y a un autre urbaniste, que connaît bien Jodelle Zetlaoui, Pierre Diméglio, qui a proposé une charte de programmation. Alors on peut en discuter, on n'y abonde pas complètement, mais ce qui serait intéressant, moi je repose la question, on l'a envoyée par mail, il n'y a pas très longtemps, aussi bien à Elisabeth Bourguinat qu'aux autres parties présentes, qu'on travaille là-dessus, puisque apparemment Delanoë a fait une ouverture et nous permet de retravailler le projet. Alors, allons-y.

Jean Lebrun : Je vous dis, ça va être le projet perpétuel, de consultation perpétuelle, on remet tout sur le métier. Elisabeth Bourguinat, vous avez encore du pain sur la planche, vous allez pouvoir débattre, le 12 novembre, le 15 décembre, et puis, jusqu'à...

Elisabeth Bourguinat : On adore ça, surtout quand ça donne des résultats ! Simplement pour dire que nous, la concertation, effectivement, on va la continuer, que la notion de charte de concertation, on a été les premiers à en faire part dans la lettre d'ACCOMPLIR n° 13 qui est sortie déjà il y a deux mois, où on pensait déjà à la suite, et je profite de cette occasion pour annoncer qu'on fera une table-ronde sur justement le bilan de la concertation et sur ce qu'on pourrait commencer à lancer comme fondement d'une charte de la concertation le samedi 22 janvier après-midi, dans le quartier des Halles.

Jean Lebrun : Et alors vous voyez, Marc Augé, en plus on attend pour le printemps 2005, Bertrand Delanoë prépare beaucoup de mobilisation et de fêtes auxquelles vont être conviés les Parisiens de toute tendance, on attend la décision sur les jeux olympiques, on peut d'ailleurs imaginer que si la décision est favorable à Paris pour le choix des jeux olympiques, on expliquera qu'il y a moins d'urgence pour le projet des Halles, parce qu'on ne peut pas creuser un trou comme ça dans Paris devant les étrangers rassemblés, c'est dilatoire, tout ça, non, à moins que ce soit jubilatoire, le dilatoire ?

Marc Augé : Le dilatoire est peut-être jubilatoire, la vie c'est ça, un peu. On ne cesse de remettre des choses au lendemain. Oui, c'est toujours très gênant ces consultations dont l'issue débouche sur quelque chose qui n'était pas prévu au départ, enfin, c'est des faux concours. Et ça ça me gêne, je suis dans une tradition ancienne, on passe les concours et ça marche ou ça marche pas. Mais oui, vous avez sans doute raison, j'imagine que s'il faut se préparer pour les jeux olympiques, il va falloir répartir les priorités, etc. Alors l'idée que les choses se fassent lentement, qu'il y ait un devenir des quartiers, des évolutions lentes, tout ça, ce n'est pas choquant du tout, mais ce sont plutôt les difficultés de la consultation qui me frappent.

Jean Lebrun : C'est-à-dire que la consultation aboutit comme ça à la dispersion, à l'allongement indéfini du temps, et on attend beaucoup plus pour la ville, maintenant, l'évènement structurant, alors nous sommes tous les jeudis à Lille, encore demain une dernière fois, demain on tirera le bilan de Lille 2004, on entamera un chant de gloria, l'évènement structure, et d'ailleurs la ville maintenant n'est plus qu'une scène entre deux spectacles, on attend le spectacle suivant qui, là au moins, va rassembler.

Marc Augé : Nous sommes dans une société de ce genre, et vous le savez bien. L'idée que les jeux olympiques vont remodeler la capitale, ça prouve bien dans quel type de société nous sommes, le sommes en jeu sont colossales, il suffit d'ailleurs de parcourir quelques villes européennes pour voir quelles ont été les conséquences au moins immédiates des jeux olympiques ou de fêtes de ce genre. Ensuite quelquefois on est un peu gêné par des équipements dont on ne sait plus que faire, mais enfin en règle générale, c'est vrai que c'est un apport. Et c'est curieux, moi en vieillissant, je suis de plus en plus convaincu que les critiques de la démocratie représentative sont mal venues. A vrai dire, quelqu'un est élu pour faire quelque chose, et si on n'est pas content de ce qu'il a fait, il n'est pas réélu, ça me paraît une chose saine. La consultation n'est sans doute pas inutile, mais elle doit s'appeler consultation, voilà.

Jean Lebrun : Madame, au nom des agents de voyage, protestait contre les propos de Philippe Meyer, qui ne sent pas l'intérêt de l'événement rassembleur de touriste.

Une intervenante : Absolument, et puis Monsieur Philippe Meyer, j'en ai des palpitations de dire le contraire, mais les touristes apportent des devises, apportent de l'argent aux restaurants, aux hôtels, et beaucoup de travail (...).

Jean Lebrun : Alors Philippe Meyer, vous allez avoir le soin de la conclusion, c'est vrai que c'est difficile d'expliquer à des touristes l'esthétique d'un chantier. C'est ça aussi le problème, on craint le chantier, la blessure au milieu de la ville ?

Philippe Meyer : Ça c'est un peu tard pour le craindre, quand même, parce qu'à partir du moment où le projet a été lancé, il était clair que ça ne se ferait pas avec trois petits coups de pinceaux, comme ça, donc il y aura, mais là je pense qu'effectivement tout à l'heure avec Marc Augé vous avez l'un et l'autre envisagé l'hypothèse qui me paraît la plus vraisemblable : si on a les jeux olympiques et même si on les a pas, je dirais, la question est que, après qu'on ait déporté, on a réglé la question des tours, que le maire avait posée, d'une manière que moi j'ai beaucoup regrettée, parce que tout à coup les tours sont devenues des objets maudits, mais les tours ne sont ni maudites, ni pas maudites ; qu'on nous dise quelles tours on veut, à quoi elles vont ressembler, qui va les habiter, à quoi elles vont servir ! Il y a eu une pression des Verts, qui ont des esprits, en général, assez religieux, qui ont décidé que les tours c'était absolument attentatoire à leur idéologie, alors on a supprimé les tours et on est passé au Forum des Halles. Là, ça se passe pas très bien, parce qu'on s'aperçoit qu'on a lancé, on a fait croire à une « votation » alors qu'il s'agissait d'une opération de communication, même pas de concertation, mais de communication. Comme ça marche pas très bien non plus, on a sorti un lapin dont le sexe n'est pas très clair du chapeau de la délibération de ce matin, et on pourra fort opportunément se reporter sur le projet des Batignolles, après ça...